



LUTTE OUVRIERE
UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)
RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT
PLESSIS ROBINSON

25/08/2014

VALLS I, VALLS II :

UNE MÊME POLITIQUE AU SERVICE DES PATRONS !

Le gouvernement Valls a démissionné suite aux critiques de deux de ses ministres et Valls est chargé de constituer un nouveau gouvernement qui mènera la même politique que le précédent. Valls proclame qu'il ne changera pas de politique, tout comme Hollande qui dit vouloir aller « plus vite et plus loin » !

Ce n'est pas de l'aveuglement ou de l'inconscience. Hollande et Valls veulent poursuivre cette politique car c'est celle exigée par le patronat. Ils lui obéissent et veulent même aller au-devant.

Gattaz, le dirigeant du Medef, va tenir son université d'été avec Valls comme invité. Il s'est dit satisfait du « pacte de responsabilité » de Hollande et de ses dizaines de milliards d'euros d'aides au patronat, mais il le trouve insuffisant. D'après lui aussi, « il faut aller plus loin ».

Le prétexte est toujours le même, il s'agirait de favoriser la croissance car ce serait le seul moyen de créer des emplois. C'est sous ce prétexte que ce gouvernement comme les précédents verse des milliards au patronat. Pour cela il a taillé dans les dépenses de l'État utiles à la population, revu la législation du travail, facilité les licenciements, augmenté l'âge de la retraite.

Mais voilà, les patrons empochent les aides mais n'investissent pas, ne créent pas d'emplois et même licencient. Et Gattaz a le culot de dire que c'est parce qu'on n'a pas encore assez réduit les droits des travailleurs, pas encore fait tomber tout ce qui limite un peu l'exploitation. Et de prétendre que l'existence du Smic, de protections contre les licenciements, de « seuils sociaux » à partir desquels les patrons doivent organiser des élections de délégués du personnel et un Comité d'entreprise, seraient des contraintes insupportables.

Évidemment, cette fameuse croissance n'est jamais au rendez-vous, car ce ne sont pas le chômage, les bas salaires et la misère croissante qui vont relancer l'économie. Mais cela n'empêche pas la richesse des actionnaires et spéculateurs de tout acabit d'augmenter et de s'étaler de façon scandaleuse. Pas étonnant que le patronat en redemande ! Et Hollande s'apprête à le satisfaire.

Les politiciens de droite, de l'UMP au FN, le critiquent avec d'autant plus de mauvaise foi qu'eux-mêmes ne connaissent pas d'autre politique que celle que mène Hollande et qui d'ailleurs est dans la continuité de celle de Sarkozy.

Face à l'impopularité de Hollande, Montebourg a pris la tête des frondeurs, en dénonçant la politique qu'il a lui-même menée. De même l'ex-ministre écologiste Cécile Duflot, Mélenchon ou le Parti Communiste font semblant d'être surpris et déçus. En réalité, tous se positionnent pour préparer les prochaines échéances électorales. Mais quelle est leur « politique de rechange » ?

D'après Montebourg il faudrait forcer l'Allemagne à changer de politique, de façon que l'État en France puisse se permettre plus de déficit. À ce qu'on sait, ce n'est pas Angela Merkel qui a forcé Hollande à verser des dizaines de milliards aux patrons français ! Hollande n'a fait qu'obéir au patronat, et là-dessus Montebourg s'est exécuté.

Alors pendant que tous ces gens-là défendent les intérêts des patrons, il faut que les travailleurs défendent les leurs, et ils sont opposés. Le problème pour les travailleurs n'est pas le taux de croissance de l'économie, ni de trouver le remède miracle pour que les patrons français fassent de meilleures affaires que les patrons allemands.

Il faut imposer que les richesses produites servent d'abord à la satisfaction des besoins essentiels des couches populaires. Il faut assurer un salaire et un revenu décents aux travailleurs, aux chômeurs et aux retraités, financer les hôpitaux, les écoles, les logements, les transports, les services utiles à la vie de tous. Pour cela, les ressources existent largement, malgré la crise et avec ou sans croissance. Il faut prendre sur les profits qui aujourd'hui disparaissent dans la spéculation.

Cela, seuls les travailleurs pourront l'imposer. C'est possible, car ils ont le nombre, la force, et ce sont eux qui produisent toutes les richesses. Et c'est indispensable pour mettre un coup d'arrêt à une politique qui enfonce toute la société dans une crise catastrophique.

Les prestidigitateurs

La presse économique a relevé que Renault avait multiplié par 20 son « résultat net » du premier semestre 2014 : 749 millions d'euros au lieu de 39 millions au 1^{er} semestre 2013.

En fait cela révèle plutôt comment les groupes capitalistes rendent publics les chiffres qu'ils veulent et comment ils satisfont l'appétit des actionnaires et des boursicoteurs.

Tous ces résultats publics sont du bluff. Contrôler véritablement les comptes des entreprises, par les travailleurs eux-mêmes, est une nécessité.

Bonne rentrée... dans nos portefeuilles !

Avec 749 millions de bénéfices au premier semestre, Renault se porte bien, pour le bonheur des actionnaires.

Quant aux salaires : zéro pour cent l'année dernière, et cette année proche de zéro. Ras-le-bol que les actionnaires pompent les richesses de notre travail. L'augmentation des salaires, c'est bien le sujet de la rentrée.

À nous de nous défendre collectivement.

Encore plus fort

Multiplier ses bénéfices par 20 au premier semestre, c'est facile : c'est forcément un jeu d'écriture. Multiplier nos salaires par 20, ça c'est un vrai challenge.

Un objectif pour le deuxième semestre ?

Renault, trafiquant d'intérim

À l'usine de Sandouville, qui a perdu la moitié de ses effectifs depuis 10 ans, la direction présente le lancement de la production du nouveau Trafic Renault comme la planche de salut pour les travailleurs.

Mais le lancement de la fabrication se traduit par un renforcement de l'exploitation avec des cadences de plus en plus élevées et par le retour des 3x8, si usants pour les ouvriers.

Surtout, le nombre des travailleurs intérimaires explose : il devait atteindre les 950 au mois de juillet, et les 1300, voire 1400, à la fin de l'année. Un record pour une usine qui compte environ 2300 embauchés en CDI.

Renault groupe riche à milliards, généralise la précarité et fait reculer la condition ouvrière, et ce, avec la complicité du gouvernement.

Les temps modernes

Renault, toujours partant pour les festivals de cinéma, sponsorise aussi celui de Deauville. Dans son communiqué, la direction vante les qualités de ce festival, entre autre, car c'est le seul où les projections de film se font 24 h / 24.

Il n'y a pas à dire, Renault ne manque pas de mettre en avant les 3x8. Mais au cinéma, au moins on peut y prendre du plaisir ou... dormir, c'est plus agréable que de fabriquer des véhicules la nuit.

La crasse dans la tête

Cet été, Renault Belgique a lancé une campagne publicitaire sur internet pour la nouvelle Twingo. Le clip était tellement sexiste que des centaines de personnes ont protesté.

Renault a dû supprimer la campagne et présenter ses excuses. Contacté par la presse, Renault a refusé de répondre. Sans doute un exemple de « courage viril » de la part de grands misogynes !

Les causes et leurs conséquences

Un routier contrôlé positif à la cocaïne ayant tué cinq personnes au volant, les médias parlent de l'usage croissant de la drogue dans cette profession.

Des camionneurs ont déclaré aux journaux que certains se droguent pour arriver à conduire, seuls, sur de très longues distances, avec des horaires et des contraintes impossibles à tenir.

Cela paraît fou. Ce qui est surtout criminel, c'est que donneurs d'ordres et entreprises de transport imposent de telles conditions de travail aux galériens de la route.

Qui dit que tout va mal ?

Trente-deux des entreprises phares de la Bourse, appartenant au CAC 40, ont annoncé 28 milliards de bénéfices au premier semestre. Mise à part la BNP, qui a dû payer une amende record aux États-Unis, les profits des géants de la Bourse ont bondi de 18 % !

Le pouvoir d'achat des classes populaires, lui, régresse. Leurs profits, les capitalistes les prennent dans la poche du plus grand nombre.